



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation / Supplément au n°246, hebdomadaire, 15 juin 2020

Chef.fes à l'école : non merci

LOI RILHAC : TOTALE DÉFIANCE !



Faire des directeurs et directrices d'écoles des supérieurs hiérarchiques est une vieille lune à l'Éducation Nationale. Monory avait tenté de nous imposer des "maîtres directeurs" en janvier 87. La mobilisation des collègues avait directement stoppé ses velléités autoritaires. Sarkozy n'avait pas eu plus de succès avec les EPEP (établissement public d'enseignement primaire). Hollande avait, pour sa part, organisé avec sa ministre de l'éducation une consultation, restée discrète, sur ce sujet. Blanquer, en revanche, en est à sa troisième tentative. Il semble y tenir « quoi qu'il en coûte »... Avec sa loi « École de la confiance » soumise au Sénat au printemps 2019, puis après le suicide de notre collègue Christine Renon, l'idée était encore avancée. La confiance règne... !

Cela semble à nouveau une urgence de nature comparable. Le projet, opportunément déposé par la députée Rilhac le 12 mai, doit passer en commission parlementaire le 17 juin, pour un débat en séance à l'Assemblée le 22 avec fin des travaux le 23 juin ! A croire que statuer sur une fonction d'autorité dans les écoles élémentaires est crucial !

Blanquer veut une école aux ordres. Il détourne à son profit les légitimes revendications des collègues en charge de direction d'école.

En ce qui nous concerne, jamais nous n'avons demandé un statut particulier. Nos demandes portent sur des moyens pour qu'ils /elles puissent assumer correctement ce travail. Nous ne connaissons que trop bien l'intérêt supérieur des décisions collégiales.

Ce projet, tombé du ciel, ne répond en rien aux besoins des écoles. Il instrumentalise nos engagements. Abasourdi.es par la fermeture des écoles, aucunement préparé.es à une pseudo « école à la maison », contraint.es d'organiser l'accueil des enfants sous la double injonction du protocole sanitaire et du discours ministériel répétant que « toutes les écoles sont ouvertes », Blanquer profite de l'Etat d'urgence sanitaire, social et économique pour nous imposer ses visions les plus réactionnaires et dépassées de l'école.

Le projet de loi Rilhac

Si le projet de loi ne crée pas un véritable statut de chef.fe d'établissement, il affirme (article 1) « que le directeur est décisionnaire lors des débats qu'il organise pour assurer le bon fonctionnement de l'école sur le plan pédagogique comme sur celui de la vie de l'école. » En conséquence, le conseil des maîtres devient consultatif. La future directrice ou directeur sera nommé par la Direction académique pour un temps donné (c'est un emploi fonctionnel) et sera « déléataire de l'autorité académique » (article 3). Il ou elle aura « un référent direction d'école au sein de chaque direction des services départementaux » de la DSDEN.

Les directeurs d'écoles « de plus de 8 classes ne seront plus chargés de classe » (article 2). Il est envisagé une revalorisation des primes : « 150 euros brut de 1 à 3 classes [...] ; 220€ de 4 à 9 classes [...] ; 270€ pour les écoles comptant 10 à 13 classes, et 300€ pour 14 classes et plus ».juin

L'école n' a pas besoin de chef.fes

Nous le savons d'expérience, la confiance (la vraie) est nécessaire pour construire des fonctionnements cohérents dans des équipes de profs. Tant pour pouvoir parler ouvertement de ses difficultés, que pour trouver des solutions collectives et définir des consensus pour avancer. Cela est incompatible/antinomique avec la présence d'un supérieur, qui par contrainte de fonction juge de nos actes et de nos attitudes en permanence, voire fait valoir des caprices personnels. L'école est un lieu de vie et de socialisation pour les enfants, parents, professionnels. Y introduire des rapports hiérarchiques ne ferait qu'embrouiller les relations et faire obstacle, à ce qui s'y passe.

Les supérieurs hiérarchiques sont soumis à des objectifs institutionnels (lettres de mission), parfois très éloignés des besoins des écoles. Le pilotage par indicateurs chiffrés, l'obsession de l'évaluation et de la mesure sont déjà plus que suffisamment prégnants et altèrent bien assez notre efficacité professionnelle. S'il fallait en plus composer au quotidien avec une personne qui tente de nous imposer ces objectifs, voire d'autres plus ou moins personnels...

Les enseignant-e-s doivent régulièrement faire face à des situations complexes et difficiles. Elles ont besoin de sérénité pour pouvoir assumer leurs responsabilités dans de bonnes conditions. Une mise sous pression permanente n'aurait pour effet

que de dégrader les tensions superflues. Ce projet porte par contre un potentiel nuisible incontestable.

Le pouvoir ne sert que si on en abuse ! Il se trouvera toujours des collègues "sympas" et "humains" qui accepteront de prendre le rôle de "petit chef" en pensant exercer cette fonction tout en gardant la tête froide, et les oreilles ouvertes aux remarques des enseignant-e-s "de base". Malheureusement, nous, anarcho-syndicalistes et syndicalistes révolutionnaires, avons pour habitude de constater qu'invariablement, les gens bien qui pensent changer le système de "l'intérieur" se trouvent dans les faits plus fréquemment eux mêmes changés par le système, à l'instar de « la fonction qui crée l'organe ». Qui peut prétendre être totalement à l'abri des pressions, des comportements obséquieux, carriéristes, l'ambition personnelle et les petites stratégies manipulatrices du management.

Tous ces mécanismes se mettront nécessairement en place au détriment des élèves, car ces logiques instrumentalisant, (voire) dévoyant le travail éducatif qui devrait rester notre seule finalité. Sans compter la peur d'être mal jugé.e, qui finalement favorise surtout l'extrême frilosité, donc le conformisme professionnel.

Dans une école, l'éducation est le but des actions mises en place par les adultes. Elle n'est pas un moyen de se faire valoir aux yeux de l'institution. Et ne doit pas le devenir.

Oui, il y a un problème avec les directions d'école !

Celles et ceux qui en assument la fonction ont

dénoncé : une impossibilité à faire confiance à la hiérarchie ; un épuisement lié à une solitude réelle face à une surcharge de travail ; des injonctions permanentes à traiter et à communiquer aux collègues ; des informations à faire remonter aux IEN, DASEN, mairie..., sans attendre ; des communications orales, écrites (téléphonique, postale, internet, affichage..) avec les enseignant.es, les autres acteurs de la communauté éducative (avs, référent handicap, psy, maitres G, E...), le personnel de la mairie (ATSEM, périscolaire, le personnel administratif...), les parents... L'organisation des conseils des maîtres, des CE, des services de récréation et d'utilisation des salles (sport et informatique...), des sorties, des intervenants, des fêtes, des élections de parents d'élèves ; les inscriptions/radiations des élèves ; la mise en place des protocoles tous plus anxiogènes les uns que les autres et souvent absurdes (PPMS...) ; la co-gestion du matériel, du mobilier, des locaux (inventaire et suivi de la maintenance) ; le manque de moyens humains à gérer sur le terrain (absences non remplacées des PE, AVS, ATSEM...)

Enfin, les situations de crise, conflictuelles...à traiter le plus souvent dans l'urgence... Et dans une école sans décharge totale, une classe à gérer!

Mais le pire, c'est que cette surcharge se couple éternellement avec la gestion des injonctions paradoxales, soit le bien être des élèves et du personnel en opposition aux injonctions hiérarchiques et sa promotion du tri social au service d'une école marchandise, qui fragilise, désespère et met en compétition les populations. Contrôle, formatage, évaluations, livrets s'adaptant à des programmes et sigles déclarés désuets à chaque changement de gouvernement mais qui eux ne sont pas évalués et qui privent toujours un peu plus de la liberté de décider et de penser.

Déjà, les "projets d'école" réduits à des cases vides dessinées par la hiérarchie étaient vidés de sens du fait de l'obligation administrative de les remplir.

Déjà, les conseils des maîtresses, détournés et occupés par la réception et le traitement des sempiternelles injonctions étatiques, étaient dessaisis de leur visée pédagogique.

Alors sûrement pour survivre à leur fonction, nombre de directeurs et directrices ont réussi à se convaincre que ce que l'Etat leur demandait était justifié. Iels ne réfléchissent plus, ils appliquent.

Mais parfois lorsqu'ils ont une classe, face aux élèves, iels se rendent compte des aberrations et c'est à ce moment qu'il devient difficile de fermer les yeux.

Donc si les directrices.eurs, celles. ceux qui tentent de faire appliquer les directives étatiques n'ont plus de classe, iels le feront alors en toute "bonne conscience" ou du moins arriveront-iels à s'en convaincre plus facilement.

Déjà, aujourd'hui iels se persuadent qu'une école qui roule c'est une école qui fait taire les problèmes, qui ne fait pas de vague,

Déjà, dans certaines écoles les PE qui continuent à penser et tentent de résister aux injonctions contraires à l'intérêt des élèves, sont vécus par les "directions" comme de vilains grains de sables.

Déjà, certaines "directions" usent de procédés peu éthiques : diviser pour mieux régner, ostraciser pour faire taire.

Imaginons un gouvernement qui promulguerait des directives, injonctions, circulaires, lois dangereuses pour la population, et un.e directrice.eur /chef-fe qui ne pourrait plus être contredit ?

Parce que face à la pression, à l'urgence, la tyrannie ça va plus vite.

Comment garantir dans ces conditions le bien être des élèves et des personnels?

Parce que les directrices.eurs seraient des personnes irréprochables qui ne peuvent pas se tromper?

Des androïdes?

Camarades directrices / directeurs ! Vous voulez vraiment devenir nos chefs ?

Qu'est-ce qu'on ferait pas pour une prime à la soumission, une décharge supplémentaire et une gratification symbolique ?

Lettre ouverte



Vous pensez vraiment qu'en étant nommé-e par le pouvoir hiérarchique et reconduit ou défait à la discrétion du DASEN en fonction de votre docilité, en étant encore plus loin de la réalité du travail enseignant du fait de l'augmentation des décharges de classe, en ayant le pouvoir d'imposer des choix contre l'avis du conseil des maîtres, en vous voyant imposer des lettres de mission et des contrats d'objectifs dans le cadre d'un management par les chiffres, en ayant un rôle de contrôle de vos collègues de travail que vous fréquentez au quotidien, en n'ayant AUCUNE aide supplémentaire puisqu'il n'est pas question de restaurer les emplois d'aide administrative, votre travail s'en trouverait plus enviable et le sens de votre expertise professionnelle serait reconnue ?

Que vous soyez naïfs ou carriéristes, nous, enseignant-e-s du premier degré, nous vous le disons solennellement pour que les choses soient bien claires : nous ne voulons pas de chef dans nos écoles !

Les difficultés que vivent nos écoles ne trouveront jamais le début d'une solution en recourant à des méthodes autoritaires et simplistes. Tou-te-s les enseignant-e-s de terrain savent que notre hiérarchie est totalement ignorante de nos réalités professionnelles et parfaitement incapable de proposer quoi que ce soit de pertinent qui serve l'intérêt des élèves et des personnels.

Nous savons que l'efficacité de notre travail et la cohésion de nos équipes reposent sur des choix discutés et consentis de manière démocratique. Si demain vous vous faites les courroies de transmission d'une hiérarchie hermétique et ignorante des réalités du terrain, si vous vous faites les relais de choix politiques néfastes aux valeurs du service public d'éducation et à l'intérêt des élèves comme c'est le cas des orientations politiques de ces dernières années, sachez que vous nous trouverez sur votre route et que vos collègues d'hier deviendront autant d'adversaires !

Nous voulons pouvoir parler librement de nos difficultés ou de nos erreurs et trouver des solutions collectivement dans un climat de confiance et de sincérité. Nous n'avons pas besoin de responsables car nous sommes tous et toutes responsables. Nous travaillons dans des écoles mais nous avons passé l'âge de nous faire gronder par le maître ou la maîtresse.